Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

L’agrobusiness dans le monde : deux décennies de pillage

Par Grain
Thème: Biotechnologie et OGM
Mondialisation.ca, 17 septembre 2010
Grain 17 septembre 2010

Avec cet aperçu de l’expansion de l’agrobusiness dans le système alimentaire mondial au cours des vingt dernières années, nous amorçons une réflexion sur ce qu’on peut attendre de ces entreprises dans les années à venir.

Au début des années 1990, une grande partie des pages de *Seedling* étaient consacrées à des discussions sur les accords internationaux et les programmes de recherche publique. Les grandes sociétés apparaissaient certes dans ces discussions, mais surtout comme une menace à l’horizon, un groupe soutenant de façon agressive le modèle d’agriculture industrielle qui détruisait la biodiversité agricole. Vingt ans plus tard, la situation n’est plus du tout la même. Le pouvoir des grandes sociétés dans le système alimentaire s’est en effet étendu à pas de géants. Aujourd’hui, ce sont elles qui définissent les règles mondiales, tandis que les gouvernements et les centres de recherche publique suivent le mouvement.

Les conséquences de cette transformation ont été désastreuses, tant pour la biodiversité de la planète que pour les peuples qui la gèrent. Les grandes entreprises se sont servi de leur pouvoir pour imposer partout la production de monocultures, saper les systèmes de semences paysans et s’introduire sur les marchés locaux. À cause d’elles, il devient très difficile pour les petits producteurs de rester sur leurs terres et de nourrir leurs familles et leurs communautés. C’est pourquoi, de plus en plus, les mouvements sociaux montrent du doigt les grandes entreprises alimentaires et l’agrobusiness comme étant *le* problème du système alimentaire mondial sur lequel il faut concentrer la résistance.

Les semences

Les deux dernières décennies ont connu une transformation radicale de l’industrie semencière : d’une industrie de petites sociétés et de programmes publics, elle est en effet passée à une industrie dominée par une poignée de sociétés transnationales (STN ou TNC). Aujourd’hui, dix entreprises contrôlent à elles seules la moitié du marché mondial des semences commerciales (*cf.* illustration “Répartition des 10 plus grosses entreprises sur le marché des semences”, p.16). La plupart sont des fabricants de pesticides et s’intéressent maintenant au développement de cultures génétiquement modifiées (GM) qui sous-tendent une agriculture intensive à base de chimie.

La domination des grandes entreprises sur les semences se limite toutefois aux récoltes pour lesquelles elles ont pu commercialiser des variétés GM – soja, colza et maïs – et aux pays qui disposent de marchés de semences relativement importants, en particulier ceux qui ont autorisé la commercialisation des variétés GM. Aux États-Unis par exemple,

Monsanto contrôle plus de 90 % du marché des semences de soja. Les efforts des entreprises pour étendre leurs marchés consistent donc à ouvrir de nouveaux marchés aux cultures GM et à capturer le marché des semences pour les cultures où les variétés GM ne jouent encore qu'un rôle mineur. Et dans ce dernier cas, leur stratégie est surtout fondée sur deux éléments. Il s'agit d'une part de racheter tous les petits semenciers ou une partie d'entre eux, comme l'a fait Monsanto en rachetant la société de semences de légumes Seminis ou comme est en train de le faire Limagrain en achetant des parts dans les entreprises de semences de blé en Amérique du Nord et en Amérique du Sud et dans les entreprises de semences de riz en Asie. D'autre part, ces grandes entreprises développent des hybrides et/ou des variétés GM de cultures comme le riz, le blé ou le sucre, des récoltes qui avaient traditionnellement pu résister aux pressions du secteur privé, parce que les paysans avaient l'habitude de conserver leurs semences.

Avec la montée des sociétés semencières transnationales, les systèmes publics de sélection végétale qui étaient si importants il y a vingt ans, ont été réduits à un rôle de sous-traitants pour le secteur privé. Le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR) travaille main dans la main avec les transnationales, poursuivant toujours plus de projets communs de recherche et de développement, et des partenariats dans lesquels les centres du CGIAR vendent en fait leur matériel génétique au plus offrant. Les instituts nationaux de recherche et les universités ont suivi le même chemin et beaucoup se conduisent de nos jours davantage comme des sociétés privées que comme des institutions investies d'un mandat public.

Les systèmes de semences publics ne constituent donc plus une source majeure de semences pour les agriculteurs. Dans le trou ainsi creusé, le secteur privé s'insinue, avec l'aide, bien souvent, des instituts de recherche publique. La seconde vague de programmes de style révolution verte, actuellement promue par Bill Gates et autres bailleurs de fonds, confie la responsabilité de l'approvisionnement en semences au secteur privé, plutôt qu'à des programmes de semences publics, comme c'était le cas auparavant. Dans la plupart des cas, ces initiatives s'efforcent de monter des sociétés semencières locales privées, capables d'établir des circuits commerciaux et de former des réseaux de producteurs de semences. Certes, la plupart de ces petites entreprises seront inévitablement rachetées ou évincées par des transnationales plus importantes, mais entre-temps, elles mettent en place des marchés et les gèrent ; dans le pays, leur soutien est essentiel pour pouvoir faire passer en force les changements en matière de réglementation sur les semences, sur la propriété intellectuelle et sur la biosécurité – toutes ces lois qui détruisent les systèmes semenciers paysans et ouvrent aux grandes entreprises une brèche où elles s'engouffrent pour prendre le contrôle du marché.

L'objectif implicite – mais rarement avoué – de ces programmes est de fournir, en Afrique et ailleurs, des semences à une nouvelle classe d'exploitants de taille moyenne ou de grande taille qui soit capable de payer ces semences. Il n'y a aucun intérêt à soutenir des systèmes de semences qui sont sous le contrôle et au service de paysans qui ne produisent que pour leur famille et leur communauté. L'expansion du secteur semencier des grandes sociétés ne peut en effet être dissocié de leur expansion dans l'agriculture et dans les marchés, comme nous allons le voir ci-dessous. Le cas le plus saisissant en est l'envolée des ventes du soja GM de Monsanto qui accompagne depuis 1996 l'expansion gigantesque, au Brésil et en Argentine, des plantations de soja destinées à l'exportation. On assiste actuellement à la mise en place de modèles de production similaires d'un bout à l'autre du continent américain, en Afrique et en Asie : les systèmes industriels prennent alors la place des

systèmes de semences locaux. Bien souvent en fait, l'introduction de semences industrielles précède la mise en place forcée de l'agriculture industrielle. Ainsi les projets chinois destinés à promouvoir des variétés de riz hybride chinoises en Afrique font partie d'une stratégie à long terme : établir une production de riz à grande échelle sur le continent africain pour l'exporter vers la Chine.

La situation actuelle en matière de semences est une forme d'apartheid. D'un côté, on a le soi-disant secteur officiel, c'est-à-dire les entreprises privées, les instituts de recherche nationale et internationale. Ce secteur poursuit le développement de variétés adaptées à un modèle d'agriculture industrielle qui n'a plus rien à voir avec les besoins des petits producteurs et des systèmes alimentaires locaux. Le camp officiel dispose de beaucoup d'argent et du soutien de toutes sortes de lois (droits de propriété intellectuelle [DPI], réglementation concernant les semences, mesures de protection des investissements, etc.) ; qui plus est, il a un accès illimité à la biodiversité qui a été précédemment développée par les paysans et se trouve maintenant stockée dans les banques de gènes. De l'autre côté, on trouve les systèmes de semences paysans qui fournissent encore la majeure partie des denrées alimentaires de la planète, mais qui ne reçoivent quasiment aucune forme d'aide des gouvernements. Au contraire, les gouvernements s'emploient de plus en plus à les réprimer, voire les criminaliser.

La toile de Monsanto – 20 ans de rachats des concurrents :
le petit nouveau de 1990 est aujourd'hui un géant

(cliquer pour agrandir)

Source: *Philip H. Howard, "Visualizing Consolidation in the Global Seed Industry, 1996–2008", in Sustainability, 2009.* *http://www.mdpi.com/2071-1050/1/4/1266/pdf*

L'agriculture

On a beaucoup parlé de l'intensification du contrôle des grandes entreprises sur les semences. Mais, même si elle a moins attiré l'attention, la montée de l'influence des grandes sociétés sur l'agriculture dans les vingt dernières années a été tout aussi dramatique et la situation menace d'empirer encore. Comme avec la révolution verte, c'est à travers les semences que s'est installé ce contrôle, puisque les récoltes GM et les hybrides entraînent un modèle d'agriculture chimique intensive. Cependant, un facteur primordial a été l'intensification de l'intégration verticale.

Dans les années soixante et soixante-dix, bon nombre de fermes et de plantations qui avaient démarré durant l'occupation coloniale furent nationalisées et parmi les grandes entreprises alimentaires mondiales, la tendance générale fut de laisser tomber la production directe. Dans la plupart des cas, le capital a choisi de s'introduire en agriculture par le biais des intrants, en contrôlant les ventes de semences, d'engrais et de machines. Au cours des dernières années toutefois, la tendance s'est inversée.

Table. Activités de production agricole de PepsiCo

Fermes

10 fermes de pommes de terre en Chine

1 ferme laitière en Jordanie

1 ferme laitière en Égypte

Exploitations agricoles sous contrat

12 000 producteurs de pdt en Inde

1 200 producteurs d'orge en Inde

6 000 ha (env.) pour produire sous contrat du riz, des tomates et du chile en Inde

Le contrôle exercé par les grandes entreprises sur l'agriculture est de plus en plus un contrôle direct, en particulier grâce à l'agriculture contractuelle. Dans le secteur de l'élevage par exemple, plus de 50 % de la production mondiale de porc et 66% de celle de volaille et d'œufs est assurée par des fermes industrielles qui en général appartiennent aux grandes entreprises de viande ou travaillent sous contrat avec elles.1 Au Brésil, 75 % de la production de volailles est sous contrat, de même que 90% de la production laitière au Vietnam.2 La production sous contrat concerne aussi de plus en plus fréquemment les marchandises destinées à l'exportation comme le cacao, le café, les noix de cajou, les fruits et légumes. Même les denrées de base comme le blé et le riz sont touchées par cette tendance. Ainsi au Vietnam, 40% du riz est cultivé sous contrat.

L'intégration verticale s'explique en partie par le fait que les détaillants exigent le strict respect de certaines normes qu'ils ont eux-mêmes fixées. Leurs fournisseurs veulent donc s'assurer que les agriculteurs se conforment à des spécifications strictes. Ces entreprises ont un pouvoir extrême sur le marché et peuvent forcer leurs sous-traitants à accepter des conditions proches de l'asservissement. Et comme ces agriculteurs ne sont pas employés directement par les entreprises, celles-ci ne sont pas obligées de respecter la législation du travail ni de tenir compte des syndicats (cf. illustration "Qui travaille pour qui ?").

Répartition des 10 grands du marché mondial des semences

(click to enlarge)

L'une des conséquences de cette tendance à l'intégration verticale et aux chaînes d'approvisionnement étroitement intégrées a été l'émergence de ce qu'on peut appeler des producteurs agricoles industriels. Ce sont des sociétés qui appartiennent quelquefois à une famille ou souvent à un ensemble d'investisseurs, voire d'actionnaires ; elles opèrent sur de grandes exploitations situées à plusieurs endroits différents d'un même pays, ou dans plusieurs pays. En Argentine par exemple, l'émergence de ce genre d'opération est particulièrement frappante : trente sociétés contrôlent désormais à elles seules plus de 2,4 millions d'hectares de terres agricoles.3 En Ukraine, 25 sociétés gèrent environ 3 millions d'hectares, soit un dixième du total des terres arables du pays.4 La plupart de ces nouveaux producteurs industriels ont des arrangements d'approvisionnement spéciaux avec des entreprises situées en aval ; le producteur de volailles chinois DaChan a ainsi un arrangement avec McDonald's. Certains ont même été rachetés par leurs clients en aval: Wal-Mart a ainsi acheté Hortifruiti, le plus gros producteur de fruits frais et de légumes d'Amérique centrale. De fait, les transnationales s'occupent de plus en plus de la production agricole elles-mêmes, qu'il s'agisse de fruits, de céréales, de production laitière et bovine, ou de canne à sucre (*cf.* tableau : "Négociants en produits agricoles investissant dans des

fermes ”).

D’autres forces sont à l’œuvre dans la récente invasion de l’agriculture par l’industrie. La convergence des crises alimentaire et financière de 2008 a déclenché une vague d’investissements dans la production alimentaire et les terres agricoles à l’étranger. Ces manœuvres financières sont le fait d’investisseurs financiers à la recherche d’une source garantie de bénéfices à long terme, ainsi que de gouvernements qui commencent à remettre en cause la fiabilité du système alimentaire industriel pour assurer la sécurité alimentaire de leur pays. La création récente de nouveaux marchés pour les biocarburants a poussé encore plus d’entreprises à se lancer dans l’agriculture. Grâce à une législation qui garantit les marchés de l’éthanol et du biodiésel dans les pays industrialisés et les pays dits émergents, les investisseurs financiers et les entreprises du secteur de l’énergie ont investi d’énormes sommes dans des exploitations agricoles destinées à la production de biocarburants.

Globalement parlant, ces développements ont eu pour résultat l’extension massive des monocultures. À lui seul, le soja représente plus d’un quart de l’augmentation totale des surfaces agricoles dans le monde entre 1990 et 2007 (*cf.* illustration “Occupation de terres fertiles” tableau) Ce qui est peut-être le plus frappant dans ces chiffres c’est que dans l’ensemble, l’objectif de l’expansion des monocultures n’était absolument pas de produire davantage de nourriture pour l’humanité : ces surfaces agricoles qui servent à faire pousser du soja, du bois, du maïs et de la canne à sucre, sont surtout destinées à des usages industriels, principalement les biocarburants et les aliments pour animaux.

Table. Négociants en produits agricoles investissant dans des fermes

Société

Fermes

Cargill

Huile de palme, canne à sucre, élevage laitier, bétail, volailles, porcs, aquaculture

Olam

Élevage laitier, amandes, huile de palme

Bunge

Canne à sucre, céréales, oléagineux, bétail

Louis Dreyfus

Canne à sucre, céréales, oranges

Mitsui

Coton, élevage laitier, oléagineux, céréales, volaille, crevettes

Glencore

Oléagineux, céréales

ADM

Canne à sucre, huile de palme (Wilmar)

Noble Group

Oléagineux, céréales

Charoen Pokphand

Porcs, volailles, aquaculture, fruits et légumes, huile de palme

Wilmar

Huile de palme, canne à sucre

Les marchés

Durant les années 1980 et jusque dans les années 1990, on a assisté au démantèlement complet de l'État et des sociétés et agences semi-publiques qui devait permettre, du moins en théorie, d'équilibrer les intérêts des agriculteurs et ceux de la population urbaine. Les offices de commercialisation internationaux, qui avaient le même objectif, furent également supprimés. Pendant ce temps, grâce à la création de l'OMC puis grâce aux accords commerciaux et d'investissement bilatéraux, un ensemble complet de règles néolibérales a été imposé aux pays dans le monde entier, ouvrant la voie à une flambée d'investissements étrangers dans l'agrobusiness et à la mondialisation des systèmes alimentaires. Les entreprises agroalimentaires transnationales ont ainsi pu accumuler entre leurs mains un pouvoir colossal. La porte leur a été grande ouverte pour les laisser remodeler les systèmes alimentaires selon les besoins de leurs activités mondiales.

Les paysans nourrissent au moins 70 % de la population mondiale
Denrées provenant de l'agriculture paysanne
Denrées provenant de l'agriculture urbaine pratiquée par les paysans dans les villes
Denrées provenant de la chaîne industrielle
Denrées provenant de la cueillette et de la chasse
Source : ETC Group "Qui nous nourrira ?", novembre 2009, www.etcgroup.org

(cliquer pour agrandir)

Pour les pays du Sud, cette nouvelle vague de prise de pouvoir par les multinationales a signifié entre autres :

1. un déplacement continu de la production des marchandises agricoles commercialisées vers des pays comme le Brésil, qui bénéficient de coûts de production bas et d'un important soutien de l'État en termes d'infrastructures, de finances et de mesures politiques. (*cf.* ci-dessous "Les exportations d'asperges ")

2. l'entrée agressive des supermarchés du Nord (Wal-Mart, Carrefour), des sociétés de services alimentaires (Mc Donald's, Kentucky Fried Chicken) et des sociétés

de transformation alimentaire (Nestlé, Unilever) sur les marchés nationaux.

3. Le remplacement des marchés et des systèmes de production alimentaire locaux par des chaînes mondiales d'approvisionnement en nourriture et en aliments pour animaux organisées par les transnationales de l'alimentation et de l'agrobusiness.

Dans l'ensemble, les gouvernements ont accueilli avec enthousiasme ces évolutions, rivalisant entre eux pour attirer les investisseurs étrangers : ils signent et font appliquer les lois – faites par et pour les Occidentaux – sur les DPI et la sécurité sanitaire des aliments, qui favorisent les grandes entreprises et criminalisent les petits producteurs et les systèmes alimentaires locaux. Ces gouvernements injectent des fonds publics déjà bien minces dans des infrastructures qui ne servent qu'à favoriser l'expansion des grandes entreprises. Certains gouvernements du Sud, comme la Chine, le Brésil, la Thaïlande et l'Afrique du Sud, ont pu soutenir le développement de leurs propres transnationales d'agrobusiness, mais celles-ci restent en nombre extrêmement réduit et se confinent à la production agricole. Ces TNC, notons-le, sont de simples répliques des TNC du Nord ; elles sont organisées selon la même logique et souvent intégrées dans des TNC du Nord plus importantes, soit comme fournisseurs de multinationales de l'alimentaire comme McDonald's et Nestlé, soit comme clients des géants de l'agrobusiness comme Monsanto et Hybro Genetics.

Qui travaille pour qui ?
La production agricole sous contrat est le statut le plus courant dans l'industrie alimentaire
Nombre d'employés
Nombre de producteurs contractuels
Source : compilation de GRAIN

(cliquer pour agrandir)

De surcroît, toute le fonctionnement de l'agrobusiness, qu'il s'agisse de JBS au Brésil ou de Shineway en Chine, est devenu indissociable du secteur financier global. Les deux dernières décennies de mondialisation ont principalement servi à concentrer richesse et pouvoir entre les mains de Wall Street et des autres centres financiers. Aujourd'hui, les capitaines de la finance sont capables de déplacer des milliards et des milliards de dollars chaque jour et de leur faire faire le tour du monde, à la recherche du bénéfice rapide maximal. De plus en plus, cet argent envahit l'agrobusiness et la spéculation sur les produits agricoles. C'est l'accès à cette gigantesque source de capital qui alimente l'expansion de l'agrobusiness, en fournissant aux sociétés les ressources financières pour racheter des entreprises plus petites ou pour démarrer de nouvelles exploitations. Ces sociétés deviennent toujours plus dépendantes de la logique du bénéfice rapide, qui ne peut être obtenu que sur le dos des travailleurs, des consommateurs et aux dépens de l'environnement. La part de capital spéculatif des marchandises agricoles est également montée en flèche dans les dernières années et vient s'ajouter à l'emprise croissante des grandes entreprises à tous les niveaux du système alimentaire mondial. Tout ceci signifie que les prix des denrées alimentaires n'ont plus grand chose à voir avec l'offre et la demande et que la distribution est totalement déconnectée des besoins. Le système alimentaire industriel actuel est organisé selon un seul et même principe : toujours plus de profit pour les propriétaires des grandes sociétés.

Les personnes

Il est quelquefois difficile de ne pas se sentir complètement écrasé devant la maîtrise croissante du système alimentaire par les grandes entreprises. Une réalité d'autant plus déprimante qu'on se rend compte que cette expansion sans fin s'appuie sur la destruction des systèmes alimentaires locaux ; ces systèmes qui fournissent les moyens de subsistance et la nourriture de ces populations écartées ou exploitées par la chaîne alimentaire de l'agrobusiness.

L'occupation des terres fertiles : les cultures industrielles s'étendent au détriment des autres
(pourcentage d'augmentation 1990-2007)
soja
huile de palme
maïs
canne à sucre
colza
total des 5 cultures principales
cultures restantes
total des terres cultivées

source : FAOSTAT

(cliquer pour agrandir)

Cependant, l'ubiquité du système alimentaire industriel n'est pas totale. En fait, la plupart des semences utilisées n'ont rien à voir avec ce système, la plupart des paysans n'en font pas partie et la plupart des humains ne sont pas nourris par ce système. Un peu partout dans le monde, il reste les fondations de systèmes complètement différents et des mouvements émergent et prennent de l'ampleur ; ils redonnent vie aux systèmes locaux et rejettent l'ordre alimentaire industriel.

Exportations d'asperges

Entre 1990 et 2007, les exportations d'asperges dans le monde ont augmenté de 271%. La production d'asperges péruvienne représente plus de la moitié (58 %) de l'augmentation globale des exportations durant cette période. Dans le même temps, la production d'asperges au Pérou est passée de 58 000 à 284 000 tonnes. Environ 90 % des exportations d'asperges péruviennes sont destinées aux États-Unis et à l'Europe. L'asperge était produite autrefois par des petits producteurs mais aujourd'hui, ceux-ci n'assurent plus que 10 % de la production du pays, qui est désormais dominée par de grandes entreprises d'exportation. À elles seules, deux entreprises contrôlent un quart des exportations d'asperges du Pérou.

En vérité, nous n'avons pas besoin de l'agrobusiness. Les deux dernières décennies ont plutôt démontré que nous avons toutes les raisons de vouloir nous en débarrasser. Vingt ans d'intensification de la mainmise de l'agrobusiness sur le système alimentaire ont accru le problème de la faim dans le monde : 200 millions de personnes sont venues s'ajouter à celles qui souffraient déjà de la faim. L'agrobusiness a détruit des moyens de subsistance : aujourd'hui 800 millions de petits producteurs et d'ouvriers agricoles n'ont pas

suffisamment à manger. Elle a été l'une des causes majeures du changement climatique et d'autres désastres environnementaux, mais elle est très mal placée pour y faire face. Elle a généré des problèmes de sécurité alimentaire sans précédent et a fait de l'agriculture l'un des secteurs de l'emploi les plus dangereux, tant pour les paysans que pour tous les travailleurs du secteur. Elle a enfin concentré la richesse créée par la production agricole entre les mains de quelques-uns : ainsi Cargill, le plus gros négociant mondial de produits agricoles a empoché près de 10 milliards de dollars US entre 2008 et 2010 ; les bénéfices correspondant à la période 1998-2000 avaient été d'un milliard et demi de dollars.

C'est bien l'essor de l'agrobusiness qui est au cœur de l'histoire de l'agriculture des vingt dernières années. Si l'humanité doit survivre sur notre planète et pouvoir conserver sa dignité, les vingt prochaines années devront mettre fin au système.

Tableau : Dix TNC agroalimentaires du Sud impliquées dans la production alimentaire

Société

Remarques

Sime Darby (Malaisie)

Le plus gros producteur mondial d'huile de palme. Étend son influence en Afrique de l'Ouest et se lance dans la production de riz.

CP Foods (Thaïlande)

Le plus gros producteur de viande asiatique. Aussi très présent dans le commerce des semences et du riz. Étend son influence en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Wilmar (Singapour)

Un des grands producteurs d'huile de palme et de sucre. ADM possède une participation minoritaire dans la société.

Olam (Singapour)

Un des grands négociants de marchandises agricoles, présent en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Se lance dans la production en amont de denrées de base, comme le riz et les produits laitiers. Appartient en partie à Singapore SWF Temasek.

JBS (Brésil)

Leader mondial de la viande, surtout bovine. A connu récemment une expansion importante en Amérique du Nord et en Australie et un fort développement dans la volaille .

Karuthuri (Inde)

L'un des plus grands producteurs mondiaux de fleurs coupées. Production principalement basée au Kenya. S'est tourné plus récemment vers la production de denrées de base pour l'exportation sur des terres acquises en Éthiopie.

Savola (Arabie Saoudite)

La plus grande entreprise alimentaire de la région du Golfe. Impliquée dans la production et la transformation alimentaires, ainsi que dans le détail, à travers la chaîne de supermarchés Panda dont elle est propriétaire.

COFCO (Chine)

Conglomérat d'État, c'est le plus gros producteur et négociant alimentaire de Chine. S'est diversifié récemment dans la production laitière.

COSAN (Brésil)

Le quatrième producteur de sucre mondial. Est récemment entré dans un partenariat (éthanol) important avec Shell Oil.

New Hope (Chine)

Ce conglomérat privé est le plus gros producteur chinois d'aliments pour animaux et l'un des plus grands producteurs de Chine de porcs, de volaille et de produits laitiers. La société s'est récemment lancée au Vietnam, aux Philippines, en Indonésie et au Cambodge.

Lectures complémentaires

FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Le point sur l'élevage: http://www.fao.org/docrep/012/i0680f/i0680f00.htm

3D, « Exploring the Global Food Supply Chain. Markets, Companies, Systems, » May 2010: http://www.3dthree.org/en/index.php

GRAIN, "Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière » http://www.grain.org/briefings/?id=213

ETC Group, "À qui appartient la nature ? Pouvoir des grandes sociétés et ultime frontière de la marchandisation du vivant », nov.08 http://www.etcgroup.org/upload/publication/717/01/wonfrancais01-23-2009web.pdf

Philip McMichael, « The World Food Crisis in Historical Perspective, » Monthly Review, July-August 2009: http://monthlyreview.org/090713mcmichael.php

GRAIN, "Crise alimentaire, le commerce de la faim", *À contre-courant* http://www.grain.org/articles/?id=41, avril 2008

1. E. Blackmore and J. Keeley, "Understanding the Social Impacts of Large-Scale Animal Protein Production", Oxfam Novib/IIED, Preliminary Scoping Report, as input to the Conference on the Social Impacts of the Large-Scale Meat and Dairy Production and Consumption, 2009.

2.CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde : Sociétés transnationales, production agricole et développement, 2009
http://www.unctad.org/fr/docs/wir2009overview_fr.pdf (aperçu en français)
http://unctad.org/en/docs/wir2009_en.pdf (document en anglais)

3. Klaus Deininger, "Large scale land acquisition – What is happening and what

can we do?” World Bank, Presentation to Land Day event, Rome, 24 January 2010: http://farmlandgrab.org/10920

4. Maryna Moiseeva, “The largest landlords of Ukraine”, Delo, 5 October 2009: http://www.smart-holding.ua/en/press-center/articles/index.php?ELEMENT_ID=882

La source originale de cet article est Grain
Copyright © Grain, Grain, 2010

Articles Par : Grain

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca